

Zeitschrift: Unsere Kunstdenkmäler : Mitteilungsblatt für die Mitglieder der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte = Nos monuments d'art et d'histoire : bulletin destiné aux membres de la Société d'Histoire de l'Art en Suisse = I nostri monumenti storici : bollettino per i membri della Società di Storia dell'Arte in Svizzera

Herausgeber: Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte

Band: 35 (1984)

Heft: 4

Artikel: Violence à Lausanne : délires d'une politique ou conscience populaire à la recherche d'une identité?

Autor: Gilliard, J.-D. Dominique

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-393551>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.07.2025

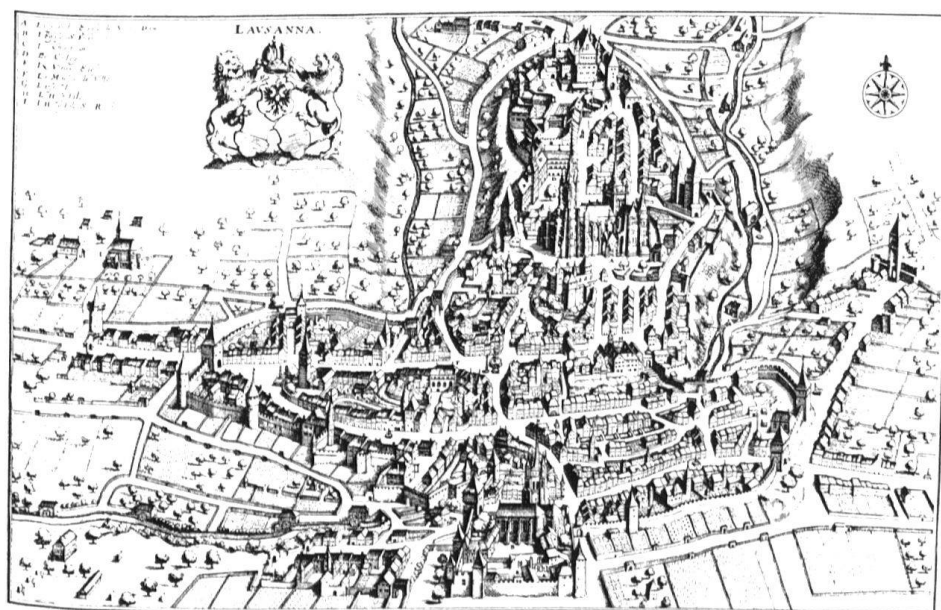
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J.-D. DOMINIQUE GILLIARD

Violence à Lausanne: Délires d'une politique ou conscience populaire à la recherche d'une identité?

Cet essai tente d'approcher l'évolution de certains comportements et mentalités dans l'organisation ou la «désorganisation» de la ville et de son territoire. C'est probablement le rapport entre ordre et désordre qui surprend le plus, et qui donne de surcroît un certain charme à Lausanne, à tel point que l'on peut s'y attacher tout en la critiquant. Par contre, ce qui reste des plus déconcertant dans l'observation de cette ville, c'est qu'au cours de son développement, ses constructeurs aient si peu tiré parti du site le plus extraordinaire et le plus enviable que l'on puisse imaginer.

Tout acte d'aménagement urbain ou d'édification d'un bâtiment implique nécessairement la notion de violence. Dans la ville, ce sont le plus souvent les habitants locataires ou non-propriétaires qui se sentent agressés puis violentés par les transformations de leur espace de vie quotidienne et de leur environnement, mais pas exclusivement. Selon l'époque et l'intensité de développement dans la communauté urbaine, n'est-ce pas le taux d'agressivité provoqué par les bouleversements du paysage urbain qui engendre le plus souvent l'émergence de foyers d'agitation populaire? A notre époque, les membres et militants de mouvements urbains peuvent se réclamer d'une idéologie progressiste ou réactionnaire, mais se recrutent presque exclusivement dans les milieux bourgeois. Dans les conflits qui agitent nos villes, ce sont, à quelques exceptions près, des citadins démunis de biens fonciers qui engagent les luttes les plus



1 Le centre historique tel qu'il aurait pu être préservé dès la seconde moitié du XIX^e lors de la construction de la ceinture routière de l'ingénieur Pichard.

2 L'implantation d'un village; les règles du bon sens sont étroitement liées aux besoins de la communauté. Aujourd'hui encore l'aménagement d'un site rural nargue la plupart des tentatives d'extensions urbaines.



acerbes contre le pouvoir des propriétaires, promoteurs du développement économique. Contrairement aux rapports de pouvoir qui ont marqué toute notre histoire jusqu'au XIX^e siècle, les propriétaires et promoteurs privés d'aujourd'hui n'offrent plus nécessairement des garanties de sauvegarde du patrimoine foncier. Certains ont bradé leurs terres à la spéculation immobilière, alors que d'autres ont opéré par donation conditionnelle de leurs biens au profit de la collectivité locale.

Alors que les enjeux spéculatifs continuent à grignoter le territoire, comment ne pas reconnaître que sous la pression du développement urbain, se soit dégagé un certain mépris pour l'histoire des villes, de leurs populations et de leur patrimoine social et culturel? Ne nous trouvons-nous pas présentement à l'apogée d'un certain type de développement dont certains sublimeront la capacité de production alors que d'autres dénoncent le gaspillage qui en résulte indubitablement?

Le cas de Lausanne

Dans son organisation urbaine, Lausanne est une des villes les plus curieuses qui soit. Une ville où il est nécessaire d'indiquer aux visiteurs que le «centre» est encore à 300 mètres et que de ce même «centre», chacune des présélections vous invite à en sortir vers Genève, Berne ou Neuchâtel. C'est une image certes, mais elle indique que Lausanne est encore une petite bourgade qui a grandi dans un désordre le plus souvent inexplicable. C'est probablement ce rapport entre ordre et désordre qui surprend le plus, et qui donne de surcroît un certain charme à cette ville, à tel point que l'on peut s'y attacher tout en la critiquant. Par contre, ce qui reste de plus déconcertant dans l'observation de cette ville, c'est qu'au cours de son dé-



3 Les entailles routières dans le tissu ancien et les maigres restes du centre historique. Dans les années cinquante encore, des maniaques de la fluidité du trafic projetaient d'en grignoter une partie.

veloppement, ses constructeurs aient si peu tiré parti du site le plus extraordinaire et le plus enviable que l'on puisse imaginer. Il ne s'agit pas de refaire l'histoire urbaine de Lausanne, mais plutôt d'aborder certains des aspects les plus déconcertants des conditions de son développement depuis près de deux siècles.

L'histoire des villes d'Europe ou de Suisse nous montre bien que tous les pouvoirs qui se sont succédés durant des siècles ont marqué l'espace urbain. Toutes ces «marques» ont été des actes de violence envers l'histoire des villes et de leurs populations. Ainsi, notre mode de développement et d'urbanisation n'échappe pas à ce processus de destruction – reconstruction. Mais ce qui peut différencier les conséquences de ces violences successives sur tel ou tel espace urbanisé, ce sont les limites de l'acceptable pour une population, dans le respect de son histoire, de ses traditions ou de ses origines. Nombreux sont les ouvrages récents qui abordent l'histoire de Lausanne, mais c'est peut-être une historiographie de la capitale vaudoise qui manque le plus. Je me contenterai d'esquisser quelques aspects de l'histoire du développement contemporain de Lausanne qui font de cette ville un lieu de recherche privilégié pour ce que je nommerai «phénomène de désorganisation urbaine».

Au seuil du XIX^e siècle, les Vaudois accédaient à l'indépendance. Après avoir été bourguignons puis savoyards durant des siècles, ils avaient subi, sans trop de peine, la domination de leur puissant voisin bernois jusqu'à la Révolution française. Ce peuple qui glorifiait «l'amour des lois» avant celui de «la liberté» accepta l'appui de la Révolution avec ferveur tout en craignant un quelconque débordement sur son territoire. A Lausanne, qui s'érige en capitale d'un Etat autonome, la bourgeoisie libérale s'empara du pouvoir qui sera lui-même contesté par un courant radical montant, mais ouvert à une «révolution douce» dès la deuxième moitié du XIX^e siècle. A partir de 1950, ces deux grands courants de la politique lausannoise seront

4 La construction de l'ancien Hôpital au XVIII^e puis celle du Pont Besière en 1910 ont été des actes de violence sur la ville ancienne. Mais jusqu'où fallait-il aller?



contraints à «l'entente» face aux percées de la gauche d'avant et d'après-guerre et avec qui les partis traditionnels devront partager le pouvoir de 1968 jusqu'à nos jours. Alors que la ville épiscopale sort du XVIII^e avec une population d'environ 10 000 habitants, la capitale vaudoise contemporaine atteindra tout juste 140 000 habitants au plus haut de sa conjoncture, à la fin des années soixante. En un siècle de pouvoir autonome, de 1830 à 1930, tout l'avenir urbain de la capitale est scellé. Quarante ans plus tard, la vieille ville du XVIII^e restée presque intacte jusqu'alors est entourée par une ceinture routière qui, rappelons le, relevait d'une initiative cantonale et non d'un plan de développement lausannois. Cette idée, géniale pour l'époque, de contourner la cité du XVIII^e est à relever. Car pour une ville en pente comme Lausanne, les autorités d'alors avaient une chance inouïe de mettre au point un plan de développement urbain tenant compte à la fois du centre historique à l'intérieur, et des possibilités d'extension nouvelle à l'extérieur de cette ceinture. Tel ne fut pas le cas. Bien au contraire on allait mettre en route le processus de «désorganisation» des structures urbaines préexistantes par la destruction rapide du centre historique comme par le développement totalement incontrôlé des zones périphériques, en direction du lac d'abord puis dès l'arrivée du chemin de fer en 1856 vers l'est et l'ouest. En cinquante ans, de 1880 à 1930 environ, trois genres d'actions bien coordonnées vont particulièrement s'acharner sur la vieille ville; la percée des rues taillées dans le tissu ancien, la construction de grands édifices de prestige, représentatifs et dignes d'une capitale, enfin, la campagne d'hygiénisation et de salubrité qui trop souvent n'aura été qu'un prétexte à l'investissement et à la rentabilité immobilière. A l'époque déjà, le non-entretien des maisons d'habitation est à la base de considérations dénigrantes à l'égard des populations et autorisent le plus souvent des démolitions parfaitement injustifiées. Sur le plan



5 Le centre historique dans son corset du XX^e siècle, alors qu'en tant que tel, il n'a jamais reçu les honneurs d'une définition organique, sociale ou même culturelle de son périmètre.

politique, ni la révolution radicale de 1845, ni la montée socialiste et communiste en 1934 n'arriveront à modifier le processus de «désorganisation urbaine» amorcé par la bourgeoisie locale à l'aube de l'indépendance vaudoise. Aujourd'hui, le partage du pouvoir entre la gauche et la droite nous laisse percevoir une entente souvent tacite ou des compromis dans la bonne tradition vaudoise. Mais que s'est-il donc passé au niveau des pouvoirs qui se sont succédé depuis bientôt deux siècles pour que tant d'abnégation de leur part, engendre le laisser-faire, la politique des petits pas et l'anarchie urbaine? Que s'est-il passé au niveau des mentalités, tant au niveau des autorités locales que de la bourgeoisie possédante ou des milieux intellectuels, pour que l'espace urbain lausannois ait été laissé à la dérive? Avons-nous été et serions-nous toujours à la merci des «délires d'une politique» ou plutôt à l'aube d'une «conscience populaire à la recherche de son identité»?

Une métropole ratée

Ville reléguée au rang de bourgade sous la domination bernoise jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, on ne peut pas dire que Lausanne ait de véritables traditions urbaines. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que la ville se dote d'un premier plan d'extension, puis élabore un règlement des constructions. Les premières ébauches d'urbanisation sont inspirées des exemples parisiens, mais la topographie de la ville n'offre aucune comparaison avec l'édification des villes françaises. Le «besoin de grandeur» des vaudois voulait sans doute s'affirmer pour faire de Lausanne une petite métropole, mais la tentative n'a-t-elle pas avorté? Par la construction de palais, de banques ou de bâtiments d'utilité publique de style néo-classiques ou renaissance, les

pouvoirs publics seront traversés par des frissons mégalomaniques qui, à plusieurs reprises, vont également marquer l'urbanisme lausannois contemporain. Après avoir raté son extension jusqu'à la moitié du XX^e siècle, la capitale vaudoise va se laisser ceinturer par le développement des communes suburbaines et perdra ainsi le contrôle du développement du grand Lausanne d'aujourd'hui. Depuis 1950, la capitale ne croît plus que de 20% par rapport aux communes périphériques. Dès 1973, tout est mis en place pour tenter de récupérer l'explosion démographique. Mais même si le plan directeur de la région lausannoise est en place, même si des commissions intercommunales de planification viennent au chevet du malade, Lausanne et les communes limitrophes poursuivent un processus d'urbanisation anarchique. Comment pourrait-il en être autrement?

En premier lieu, on avait oublié les habitants, cet «inconscient collectif» comme on le désigne aujourd'hui, qui fait qu'une population bien localisée a besoin de s'identifier au site qu'elle habite, de se référer aux espaces culturels ou bâtis d'une rue, d'une place ou d'un quartier, de préserver cette relation originelle qu'elle entretient avec son passé ou son histoire. Aucune ville de cette deuxième moitié du XX^e siècle n'échappe, par les violences de son développement contemporain, à cette recherche populaire d'une identité en péril. La perte de contrôle dans le développement d'une cité, engendre de profondes perturbations parmi les populations résidentes. Au bouleversement du cadre de vie quotidien, et aux excès qui s'ensuivent, correspond une saine réaction des habitants pour la préservation de leur environnement social, naturel ou construit. Dès lors, il appartient aux pouvoirs locaux et aux élus du peuple de préserver l'équilibre indispensable aux collectivités locales. A Lausanne, c'est vers 1900 que l'on commence à se préoccuper de la défense du site et de la vieille ville et c'est encore l'Etat de Vaud qui s'érigera en précurseur de la conservation, puis de l'inventaire et du classement des monuments historiques depuis 1950. C'est encore l'Etat qui interviendra dès les années soixante pour enrayer le processus des démolitions abusives. Ce n'est qu'à partir de 1968 que des mouvements populaires des plus diversifiés décideront de prendre en charge une partie de leur avenir urbain, par la défense de leur patrimoine social et culturel. Il aura donc fallu attendre cinquante ans pour que le référendum facultatif des communes de 1918 devienne un instrument indispensable aux habitants de la ville pour exprimer leur mécontentement. De plus le site exceptionnel de Lausanne se développe en pente douce vers le lac: comment expliquer qu'une population paysanne ait su aménager son vignoble sur un site presque identique, alors que les citadins d'à côté se sont ingéniés à désorganiser leur espace de développement, sans considération de cette même configuration géographique? A l'analyse du cadre légal régissant le territoire de la ville et de sa région, on s'aperçoit encore que l'on ne fait pas grand cas de ses habitants, de l'importance du centre historique ou de la topographie des lieux.

Le puzzle lausannois

A la lecture des règlements (maintes fois réactualisés sur les constructions de 1926) concernant le plan d'extension de 1942 ou même le plan directeur de la région lausannoise de 1973, nous pouvons saisir et comprendre la légitimité de certaines inquiétudes populaires et des intempérances qui ont été jusqu'à répondre par la violence aux violences de pouvoir sur la ville. Il en va de même avec le plan de zone toujours en vigueur, mais tombé en désuétude depuis l'introduction des plans de quartiers et des plans d'extension. Le Lausanne de demain s'édifie tel un puzzle dont on aurait perdu l'image finale. C'est donc dans un climat de foire d'empoigne qu'aujourd'hui, Lausanne et les Communes de sa périphérie s'adonnent au jeu de massacre pour attirer le gros contribuable ou la multinationale à la recherche d'un paradis fiscal. Comment peut-on dès lors définir une politique cohérente de l'aménagement urbain et du territoire, alors que les pièces du grand puzzle ne s'emboîtent même plus correctement, ni au niveau de la ville, ni sur le plan intercommunal?

Comment ne pas céder à une sinistrose populaire latente, comment dépasser les effets du «syndrome urbain lausannois» qui ronge la capitale vaudoise depuis bientôt deux siècles d'autonomie? Certes, la politique de développement mégalomane des années soixante et septante n'a rien arrangé, bien au contraire. Dans le processus de croissance actuel, Lausanne ne sera jamais une métropole comme l'ont cru certains et il faudra donc bien lui trouver une dimension humaine et urbaine compatible avec sa vocation régionale. Le «ras-le-bol» des Lausannois s'explique simplement; on comprend parfaitement leurs démonstrations de mécontentement à l'égard des autorités qui, au cours de ces dernières législatures, ont usé d'arrogance et de mépris envers les nombreux groupements de citoyens qui pourtant n'avaient d'autre intention que de sonner l'alarme. L'absence de dialogue, la répression contre les jeunes comme la suffisance envers ceux qui les ont empêchés de tourner en rond a provoqué une casure profonde. L'une des réponses possibles à cette politique de l'autruche, c'est la lutte urbaine. A Lausanne aujourd'hui, on se bat pour une sorte de survie, quartier par quartier, rue par rue, immeuble par immeuble et chacun défend ses positions dans l'attente du verdict populaire.

Il faut comprendre que l'ensemble des instruments technocratiques mis en place pour gérer la ville depuis trois décennies surtout, ne sont plus suffisants pour résoudre l'extrême complexité des problèmes qui se posent aujourd'hui. Il faut compter avec des données qui sont à saisir à l'échelle de la rue ou du quartier, là où émergent bon nombre de questions nouvelles. Il ne s'agit pas bien entendu de dénigrer les efforts consentis antérieurement; l'importance de la statistique, le résultat des inventaires urbains, les recherches de services spécialisés ou les données de l'informatique. Mais il est urgent de savoir à quelle fin nous allons utiliser ces informations, et ce potentiel de connaissances!... La ville de demain va-t-elle se faire avec ou sans ses habitants? Ceci, il faudra bien le leur expliquer, comme il

faudrait écouter leurs critiques et doléances. L'urbanité n'est-elle pas d'abord une leçon de civilité et n'implique-t-elle pas surtout une volonté réciproque de communication? Il est de la responsabilité des pouvoirs locaux de tout mettre en œuvre pour enrayer le processus totalement inefficace du rapport de force qui bloque toute initiative de développement et dessert la collectivité toute entière.

Mais avant d'en arriver à d'hypothétiques changements de comportement, revenons au récent passé, pour peut-être mieux saisir le pourquoi d'une telle situation? C'est en partie du moins à l'histoire vaudoise, celle des Vaudois puis celle des Lausannois qu'il faut attribuer l'une des difficultés rencontrées par les autorités locales à définir puis à gérer le patrimoine urbain. Est-ce le résultat d'une certaine insouciance, une confiance illimitée envers les milieux économiques ou plus simplement est-ce dû à l'évolution des mentalités de la classe dirigeante? Est-ce à ce niveau qu'il faudrait rechercher les causes d'un profond malaise?

La politique des petits pas

Dans mes lectures récentes sur l'histoire de la révolution «douce» des Vaudois, puis au gré de mes incursions dans les archives lausannoises sur des dossiers concrets, j'ai été frappé par une certaine désinvolture des dirigeants lausannois à l'égard de leur ville, hormis deux préoccupations constantes; assurer le prestige et l'image de marque «label Lausanne», puis cet impitoyable attrait des hommes d'Etat vaudois pour assurer leur présence et leur pouvoir sur les bancs de l'hémicycle bernois. Effectivement, en se penchant sur les dernières législatures, on pourrait se demander si les syndicatures lausannoises n'ont été qu'un marche-pied pour monter au château avant la grande marche sur Berne. Qu'est-ce qui attire tant ces Vaudois vers l'expatriation et l'abandon de la capitale: le prestige, l'honneur, l'amour des lois, l'ordre, la sécurité ou tout simplement cette crainte panique et viscérale de la révolution? ... Car pour les Vaudois, la révolution est trop souvent assimilée au désordre et donc à la peur d'idées et concepts nouveaux. Pour l'homme politique, c'est encore trop souvent la crainte de l'affrontement, de l'échange d'idées ou même de la confrontation préalable à toute décision. Avec une certaine assurance, il se sent sécurisé par son élection et se comporte même avec une certaine arrogance; pour lui, les décisions de l'autorité municipale ne devraient pas être remises en question. Il s'en étonnerait même. Mais voilà, ceux qui dérangent son pouvoir sont tout aussi capables et décidés de défendre les vertus de la démocratie. Ainsi, les tensions actuelles entre pouvoir local et peuple souverain ne parviendront-elles sans doute jamais à réactualiser les pratiques démocratiques. Le proche avenir nous dira si un tel dépassement était possible.

Conclure par une déclaration d'incompétence des responsables locaux face aux problèmes et à la maîtrise du développement urbain lausannois serait une hérésie. S'il y avait quelque chose à changer, ce

ne serait pas nécessairement les gens ou les structures du pouvoir légal, mais probablement les mentalités, les comportements et sans doute certaines pratiques. Si l'on veut le maintenir dans toute sa richesse originelle, il faudra bien ranimer le sens de la démocratie dans les rapports entre autorités et habitants, et faire en sorte que chacun se sente impliqué dans les transformations de la ville; qu'enfin, chacun voie ses suggestions entendues, ou débattues, sinon respectées.

Dans l'état actuel des choses, il n'y a pas de solutions à proposer, seules des suggestions peuvent être avancées. Ne serait-il pas urgent d'envisager une approche «sensible» du territoire lausannois, de son centre historique, ou ce qu'il en reste, jusqu'aux confins de la campagne environnante? Ne faudrait-il pas ausculter la ville, quartier par quartier, rue par rue? Ne serait-il pas urgent de consulter les habitants sur les transformations d'un environnement qui est le leur? Ne serions-nous vraiment pas capables de capter les appels d'une conscience populaire à la recherche de son identité et d'en contenir les excès et les extravagances?

Une ville doit vivre et se développer, il est donc nécessaire et souhaitable qu'on y démolisse et que l'on y construise, mais avec discernement et en préservant des éléments ou ensembles urbains de valeur. Même s'il y a eu saccages ou dégradations, il s'agit de maintenir le plus souvent l'échelle d'une rue ou d'une place, tout en respectant la typologie d'époque, mais en intervenant de manière contemporaine. Avec toute la sensibilité requise pour intervenir là où la conscience collective se reconnaît encore, il faut que l'architecture contemporaine trouve sa place et exprime notre temps. Ne nous leurrions pas: au XIII^e siècle, l'édification de la cathédrale de Lausanne représentait un acte de violence que l'on aurait de la peine à imaginer aujourd'hui. Pourtant, n'oublions pas que le patrimoine architectural que nous défendons avec acharnement est le plus souvent le résultat d'actes de pouvoirs qui, dans le temps, n'ont pas fait de cadeaux à leurs prédécesseurs. Finalement, on peut être ou ne pas être sensible à cet espèce d'amalgame de rues et de bâtiments jetés au hasard, cette cité désarticulée dont on ne sait où elle commence et où elle finit, mais c'est aussi une certaine absence d'audace. Ici, on se méfie des grands débats d'idées et l'on préfère la politique des petits pas. On aurait besoin de grandeur mais on figole les plans de la circulation, on rêve d'ordre mais on crée la dénaturation, la destruction et la désorganisation de l'espace collectif qui pourtant nous appartient. Il y a plus de deux siècles, le Major Davel n'avait-il pas déjà très vite compris qu'il serait seul à payer le prix de la liberté de son peuple? Ici, même les héros n'ont pas eu le temps d'être fatigués.

Dieser Beitrag versucht, die Entwicklung gewisser Verhaltensmuster und Prinzipien der städtebaulichen Organisation oder «Desorganisation» der Stadt Lausanne zu untersuchen. Vermutlich ist es gerade das Verhältnis von Ordnung und Unordnung, das den Betrachter am

Zusammenfassung

meisten überrascht und das der Stadt Lausanne einen gewissen Reiz verleiht, der zugleich anziehend wirkt und zu kritischer Betrachtung anspornt. Erstaunlich bleibt, dass die Erbauer dieser Stadt im Verlaufe der Jahrhunderte derart wenig Nutzen aus der in jeder Hinsicht beneidenswerten geographischen Situation gezogen haben.

Riassunto Questo articolo tenta di esaminare l'evoluzione di certi comportamenti e mentalità nell'ambito dell'organizzazione e della «disorganizzazione» della città di Losanna e del suo territorio. Forse la cosa che maggiormente ci sorprende è il rapporto fra ordine e disordine che conferisce a questa città un certo fascino supplementare, al punto che ci si può affezionare mantenendo contemporaneamente una posizione critica. Ciò che ci sconcerta più profondamente è osservare come i suoi costruttori non abbiano saputo quasi trarre, per l'evoluzione urbanistica, alcun vantaggio dalla sua incantevole ed invidiabile situazione geografica.

**Sources
des illustrations**

1: d'après une gravure de Mathias Merian (tiré de *Topographia Helvetiae*, 1654). – 2, 3, 4, 5: J.-D. Dominique Gilliard, Lausanne.

Adresse de l'auteur

J.-D. Dominique Gilliard, Professeur à l'Ecole d'Architecture de l'Université de Genève, 6, Louis-Curtat, 1005 Lausanne